

**Cocou Romain MISSINHOUN**

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale *de Paris*



11, Rue Sainte Colombe

94240 L'Haÿ-les-Roses

Tél. : 06.20.18.81.81

Fax : 01.70.13.39.74

Email : [romain.missinhoun@euronex-consulting.com](mailto:romain.missinhoun@euronex-consulting.com)

---

## **CNL Confédération Nationale du Logement**

8 rue Mériel

93100 MONTREUIL

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au terme d'une période du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'Haÿ-Les-Roses, le 14 juin 2024

# Cocou Romain MISSINHOUN

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale *de Paris*

11, Rue Sainte Colombe

94240 l'Haÿ-les-Roses

Tél. : 06.20.18.81.81

Fax : 01.70.13.39.74

Email : [romain.missinhoun@euronex-consulting.com](mailto:romain.missinhoun@euronex-consulting.com)



## CNL Confédération Nationale du Logement

8 rue Mériel

93100 MONTREUIL

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2023 au terme d'une période

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux membres de l'organe délibérant,

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Confédération relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Confédération à la fin de cet exercice.

## **II. Fondement de l'opinion**

- ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **III. Justifications des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation de l'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier tenant lieu de rapport de gestion et dans les autres documents, sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale de votre confédération.

## **V. Responsabilités des dirigeants et des personnes constituant la gouvernance de votre confédération, relatives aux comptes annuels**

Il appartient aux dirigeants de votre confédération d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction de votre confédération d'évaluer la capacité de votre confédération à poursuivre ses activités, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la confédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'organe habilité dans les statuts de la confédération (CNL).

## **VI. Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de Confédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

L'Haÿ-les-Roses, le 14 juin 2024



**C. Romain MISSINHOUN**  
**Commissaire Aux comptes**

**CNL Confédération National du Logement**

**8 rue Mériel  
93100 MONTREUIL**

**Etats financiers au 31 décembre 2023**

# Sommaire

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Compte de résultat</i>	<i>3</i>
<i>Règles et méthodes comptables</i>	<i>4</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>9</i>
<i>Amortissements</i>	<i>10</i>
<i>Provisions</i>	<i>11</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>12</i>
<i>Charges à payer</i>	<i>13</i>
<i>Produits à recevoir</i>	<i>14</i>
<i>Charges constatés d'avance</i>	<i>15</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>16</i>
<i>Variation des fonds propres</i>	<i>17</i>
<i>Tableau des effectifs</i>	<i>18</i>
<i>Annexe libre</i>	<i>19</i>

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	19 781	19 781		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	35 593	35 593		17 796
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	554 410	434 207	120 203	131 599
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	109 345	109 345		
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 375		5 375	4 993
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>724 504</b>	<b>598 925</b>	<b>125 578</b>	<b>154 388</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	27 333		27 333	17 913
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				21 997
	Marchandises	26 344	7 762	18 582	3 009
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	29 894		29 894	13 737
COMPTES DE REGULARISATION	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	149 040	1 899	147 141	177 766
	Autres créances	206 191		206 191	225 033
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	153		153	153
	<b>DISPONIBILITES</b>	275 025	17 417	257 609	322 395
	Charges constatées d'avance	39 611		39 611	33 070
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>753 590</b>	<b>27 078</b>	<b>726 512</b>	<b>815 072</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>1 478 094</b>	<b>626 003</b>	<b>852 090</b>	<b>969 460</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				5 375	4 993
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	220 953	119 569
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>50 825</b>	<b>101 384</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>271 778</b>	<b>220 953</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>		
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>271 778</b>	<b>220 953</b>
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	10 000	10 000
	<b>Total des provisions</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	28 077	44 607
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 474	52 784
	Dettes fiscales et sociales	57 023	65 799
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	433 738	498 990
	Produits constatés d'avance		76 327
	<b>Total des dettes</b>	<b>570 313</b>	<b>738 507</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>852 090</b>	<b>969 460</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		50 824,50	101 383,77
(1) Dont à moins d'un an		557 805	710 430
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	142 423	125 574
	Prestations de services	118 087	346 670
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	783 251	803 625
	Dons	5 885	1 254
	Cotisations	280 513	
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	57 026	73 508
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	24 956	120 219
	Autres produits	27 541	192 017
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 439 684</b>	<b>1 662 866</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	11 219	8 374
	Variation de stock	1 282	(10 402)
	Autres achats et charges externes	660 383	532 839
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 992	18 885
	Rémunération du personnel	449 662	452 930
	Charges sociales	178 526	197 407
	Subventions accordées par l'association	25 044	100 535
	Dotation aux amortissements et dépréciations	31 064	41 526
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	41 713	109 500
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 417 885</b>	<b>1 451 594</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>21 798</b>	<b>211 272</b>
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	10 884	
	Intérêts et produits financiers	2 376	846
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		12 720
	Intérêts et charges financières	847	1 353
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>12 413</b>	<b>(13 226)</b>
Charges financières	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>34 212</b>	<b>198 046</b>
	Produits exceptionnels	16 889	40 828
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles	277	137 489
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>16 613</b>	<b>(96 662)</b>
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 469 833</b>	<b>1 704 540</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 419 008</b>	<b>1 603 156</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>50 825</b>	<b>101 384</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>	<b>123 744</b>	<b>105 826</b>
	Bénévolat	123 744	105 826
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>	<b>123 744</b>	<b>105 826</b>
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	123 744	105 826

RM

# Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

## Règles et Méthodes Comptables

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983, articles 7.21.24 début 24-1.24-2. et 24-3)

Les comptes ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 & n°2018-06 relatifs au plan comptable général et aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2023**, présente un total bilan de **852 090** euros .

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **1 469 833** euros et un total charges de **1 419 008** euros , dégageant ainsi un *excédent* de **50 825** euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/01/2023** au **31/12/2023**.

## Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat
- l'annexe.

Ces documents forment un tout et sont certifiés en tant que tels.

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice, sont donnés en rappel les comptes de l'exercice précédent.

## Présentation de l'entité

La CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT (C.N.L) est née en 1916 de la volonté de locataires de s'organiser pour agir collectivement afin de défendre leurs droits.

La CNL rassemble et agit pour la défense des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de respect, de solidarité et de démocratie.

La CNL est agréée « organisation de consommateur.rice.s » et « association de jeunesse et éducation populaire ».

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, la CNL a pour but la défense des intérêts individuels et collectifs de ses adhérent.e.s et la défense de l'intérêt général.

Elle mène les actions nécessaires à la réalisation de tout ce qui a trait à la définition d'une politique sociale de l'habitat, dans tous les secteurs. Elle agit pour une consommation équitable et sociale. Elle promeut et développe des actions d'éducation populaire.

Association d'intérêt général et de progrès social, la CNL, organisation de large rassemblement à caractère

RM



# Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

syndical, agit et développe une action collective et nationale pour la mise en œuvre et la défense d'une politique sociale de la consommation et de l'habitat.

Le périmètre de ses activités est national et la Confédération s'appuie sur un réseau de structures locales (amicales, groupements d'habitant.e.s, associations de consommateur.rice.s), de fédérations départementales et d'associations régionales adhérentes.

La Commission Administrative Nationale (CAN) est l'organe de décision et d'administration de la Confédération. Dans l'intervalle des Congrès, la CAN a pleine responsabilité de direction, de représentation, d'animation de la CNL pour mettre en œuvre les orientations confédérales.

Pour mener à bien ses missions, la CNL s'appuie, outre ses adhérentes et autres membres bénévoles, sur une équipe de salariés.e.s dont les compétences s'intègrent dans le cadre des missions de l'association et contribuent au bon fonctionnement de son administration.

Les ressources de la CNL sont constituées des cotisations de ses adhérent.e.s, des subventions, dons et legs, des contributions liées à son activité.

## Faits caractéristiques de l'exercice

Pour 2023, nous constatons que nous dégageons un excédent dû principalement au solde de la participation aux élections des représentants des locataires. Sans cette participation, nous aurions été en déficit de 10 757€.

## . Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

## . Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Le poste « immobilisations incorporelles en cours » recouvre les développements d'un montant de 35 592,50 € engagés depuis l'exercice 2015 pour la mise en œuvre d'une base de données de gestion des adhérents principalement à usage de la Confédération et Fédérations affiliées.

L'aboutissement du projet est attendu courant 2024 pour un basculement en « immobilisations incorporelles » et activation du processus d'amortissement.

RM

# Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

## **. Amortissements et immobilisations**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens :

- Logiciels : 1 an
- Constructions : 20 ans
- Installations et agencements : 10 ans
- Matériel de bureau & informatique : 6 ans
- Mobilier : 10 ans
- Autres matériels : 5 ans

## **. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat (hors frais accessoires). Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée selon les modalités qui prévalent en la matière.

## **. Stocks et en cours**

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## **. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Des modalités spécifiques de provision des créances de Fédérations ont été adoptées par l'instance. Un pourcentage est en effet appliqué selon l'antériorité de ces dernières. L'exercice 2023 a vu une reprise de provision à hauteur de 3 909.36 €.

## **. Provision pour indemnités de départ à la retraite**

Les indemnités pour départ à la retraite font l'objet d'aucun accord particulier. L'association a décidée de chiffrer les engagements de retraite en annexe des comptes annuels, dont le montant valorisé à la date de clôture des comptes annuels est de 47 513 €. Les principales modalités de calcul retenues sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation : 0% (cadres), (18%) (non-cadres)
- Taux d'augmentation moyen : 2.20%
- Taux d'actualisation : 0.98%
- Taux indemnité : selon dispositions prévues au Code du travail

RM



# Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

## . Rémunérations des dirigeants

En application des articles L 612-5 du code de commerce de 242 C du CGI nous vous informons que Monsieur JACQUEMART Eddie (Président) a perçu une rémunération brute de 55 407 € et Madame COLLEU Catherine (Trésorière) une rémunération brute de 54 128 €. Pour cette dernière une convention a été signée en 2020 avec la Fédération des hauts de seine pour la prise en charge de la moitié du temps de travail pour un montant de 39 000€.

## . Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire afférents à la mission de certification au titre de l'exercice 2023 ont été comptabilisés pour un montant de 11 300€.

## . Détail des produits d'exploitation

Le montant de la cotisation confédérale se décompose en 4 quote-part : la ristourne, le fonds de solidarité, le timbre Congrès et l'abonnement à Logement et Famille. La quote-part « timbre Congrès » fait l'objet d'un provisionnement sur 3 ans en prévision du prochain Congrès. Elle fait l'objet d'une affectation en « produits constatés d'avance » pendant la période inter-congrès et est comptabilisée en produits de l'exercice l'année de tenue du Congrès.

## . Détail des autres produits

- Fonds de solidarité	27 541€
	<hr/>
	27 541€

## . Détail des produits exceptionnels.

- Ristourne tickets restaurant	450.00€
- Abandon PCL, subvention conso	14 763.20€
- Régularisation comptes	133.00€
- Remboursment charges sociales IJSS	1 543.00€
	<hr/>
	16 889.20€

## Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

RM



# Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

## Changement traitement comptable

En 2023, la CNL a décidé de reclasser les produits des cotisations perçues en ligne "Cotisations" du compte de résultat. Ces produits, apparaissaient initialement en ligne "Autres produits".

## Informations complémentaires & engagements hors bilan.

L'Association perçoit, dans le cadre de conventions annuelles, des subventions publiques ou en provenance de la Caisse de Garantie de Logement Locatif Social (CGLS), du Ministère de la Consommation, du Ministère du Logement pour les principales et est soumise aux obligations de compte rendu d'utilisation de ces dernières selon les modalités prévues par la loi en la matière.

Le Crédit Mutuel a accordé en mai 2015 un découvert bancaire pour un montant de 100 000 €, pour une durée indéterminée conformément aux "Conditions Générales des Crédits Professionnels à court terme".

La CNL, dans le cadre de la politique financière actée par les organes de gouvernance, a bénéficié au cours de l'exercice 2023 de mesures de soutien des structures adhérentes (Fédérations) se traduisant par des abandons de créances.

Ces derniers se sont élevés à 425€ et ont été comptabilisés en « produits exceptionnels » (cf. détail « produits exceptionnels »).

Une procédure devant le Conseil des prud'hommes de Vienne a été engagée à l'encontre de la CNL courant mars 2021. Il a fait appel le 28 septembre 2022. Un jugement rendu le 5 avril 2024 l'a débouté de toutes ces demandes. L'affaire est toujours en cours, il a fait appel.

RM



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	55 374					55 374
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	55 374					55 374
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	404 722					404 722
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	149 689					149 689
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	98 612					98 612
	Emballages récupérables et divers	10 733					10 733
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		663 755					663 755
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	15 877		382		10 884	5 375
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 877		382		10 884	5 375
TOTAL		735 005		382		10 884	724 504

RM





## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	19 781			19 781
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>19 781</b>			<b>19 781</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	277 588	7 806		285 393
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	145 223	3 590		148 813
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	98 612			98 612
	Emballages récupérables et divers	10 733			10 733
	Immobilisations grevées de droits				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>532 155</b>	<b>11 396</b>		<b>543 551</b>
<b>TOTAL</b>		<b>551 937</b>	<b>11 396</b>		<b>563 333</b>

RM



# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	10 000			10 000
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>10 000</b>			<b>10 000</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	17 796	17 796		35 593
		10 884		10 884	
	Sur stocks et en-cours	12 041	1 210	5 489	7 762
	Sur comptes clients	5 146	663	3 909	1 899
	Autres	31 689		14 272	17 417
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>77 555</b>	<b>19 669</b>	<b>34 554</b>	<b>62 671</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>87 555</b>	<b>19 669</b>	<b>34 554</b>	<b>72 671</b>

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles	19 668	18 181 10 884
---	--------	------------------

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

RM

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 375	5 375	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	149 040	149 040	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	62 262	62 262	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	143 929	143 929	
	Charges constatées d'avance	39 611	39 611	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>400 216</b>	<b>400 216</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		10 884		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	28 077	15 569	12 508	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	51 474	51 474		
	Personnel et comptes rattachés	23 415	23 415		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 308	30 308		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	301	301		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 999	2 999		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	433 738	433 738		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>570 313</b>	<b>557 805</b>	<b>12 508</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		16 529			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

RM



# Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>187 453</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>32 690</b>
PERSONNEL PROVISIONS / C.P	23 350	
CHARGES SOCIALES / C.P	9 340	
<b>Autres dettes</b>		<b>154 763</b>
CHARGES A PAYER	154 763	

RM



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		98 174
Autres créances		98 174
PRODUITS A RECEVOIR	98 174	

RM



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		39 611	39 611
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			39 611

RM



## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

RM



# Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	119 569	101 384			220 953
Excédent ou déficit de l'exercice	101 384	(101 384)	50 825		50 825
<b>Situation nette</b>	<b>220 953</b>		<b>50 825</b>		<b>271 778</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>220 953</b>		<b>50 825</b>		<b>271 778</b>

RM



**TABLEAU DES EFFECTIFS**

	AU 31/12/2023		AU 31/12/2022	
	TEMPS PLEIN	TEMPS PARTIEL	TEMPS PLEIN	TEMPS PARTIEL
CADRE	6		6	
AGENT MAITRISE				
EMPLOYE	3	2	5	2
APPRENTIE				
TOTAL	9	2	11	2

RM



## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### Contribution volontaire en nature

Conformément au règlement n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, l'entité doit identifier les contributions volontaires en nature, les valoriser et les comptabiliser dès lors que la nature et l'importance des contributions volontaires sont essentielles à la compréhension de l'activité d'une part, que l'association est en mesure de les recenser et de les valoriser d'autre part.

La Confédération bénéficie principalement de l'investissement bénévole de ses membres dont la fonction et la durée de présence correspond notamment à un mandat relevant du Congrès Confédéral se tenant tous les trois ans.

La Confédération a par conséquent engagé une démarche d'évaluation des contributions en nature, moyens humains et matériels, dont elle bénéficie pour son fonctionnement au quotidien.

La Confédération a par conséquent engagé une démarche d'évaluation des contributions en nature, moyens humains et matériels, dont elle bénéficie pour son fonctionnement au quotidien.

La contribution bénévole a ainsi été valorisée sur la base des temps consacrés par les militants bénévoles participant aux différents organes de gouvernance et autres instances (conférences des présidents, des trésoriers notamment) pour un montant de 123 743,97 €. Celle-ci apparaît désormais au pied du compte de résultat.

RM

